

Art. 14. Dans les limites du budget, le fonctionnaire dirigeant est habilité à approuver la prolongation de l'agrément aux mêmes conditions que celles applicables à l'agrément en cours des centres d'aide sociale résidentielle et ambulatoire et des centres d'intégration pour immigrés.

Art. 15. Le fonctionnaire dirigeant est habilité à accorder des dérogations à la contribution exigée du bénéficiaire de l'aide accordée par un service agréé d'aide aux familles et aux personnes âgées conformément à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 22 mars 1983 fixant la contribution exigée du bénéficiaire de l'aide accordée par un service agréé d'aide aux familles et aux personnes âgées.

Art. 16. Le fonctionnaire dirigeant est habilité à :

1° accorder une prolongation d'agrément;

2° notifier l'intention de refus ou de suspension de l'agrément;

3° accorder des dérogations aux normes d'agrément et de protection d'incendie,

aux centres de services, résidences-services, complexes résidentiels proposant des services, maisons de repos et centres de soins de jour définis à l'article 2 des décrets relatifs aux structures pour personnes âgées, coordonnés le 18 décembre 1991.

Art. 17. Sans préjudice des attributions qui lui sont conférées par l'arrêté de l'Exécutif flamand du 30 janvier 1991 fixant les règles relatives à la gestion et au fonctionnement du « Fonds Bijzondere Jeugdbijstand », le fonctionnaire dirigeant est habilité à prendre des décisions sur la prolongation des agréments et sur l'octroi de subventions aux institutions d'assistance spéciale à la jeunesse visées au chapitre VI des décrets relatifs à l'assistance spéciale à la jeunesse, coordonnés le 4 avril 1990 et des arrêtés d'exécution. Il est en outre habilité à autoriser les dérogations aux critères d'agrément prévues par ces arrêtés. Ces délégations doivent toutefois respecter les limites du budget approuvé du Fonds.

Section 4. — Dispositions communes

Art. 18. § 1er. Le fonctionnaire dirigeant sous-délegue les compétences déléguées concernées, de commun accord avec le secrétaire général, aux fonctionnaires de son administration jusqu'au niveau le plus fonctionnel. Toute sous-délégation est communiquée au Cour des Comptes et au Ministre.

§ 2. En cas d'exercice des délégations visées aux sections 2 et 3 du présent chapitre, le délégué appose au-dessus de son grade et de sa signature la formule « Au nom du Ministre flamand chargé de l'assistance aux personnes ».

Art. 19. L'exercice des compétences visées aux sections 2 et 3 fait l'objet d'un rapport d'activités trimestriel adressé au Ministre par l'entremise du secrétaire général.

CHAPITRE IV — Dispositions finales

Art. 20. Sont abrogés :

1° l'arrêté ministériel du 6 octobre 1989 portant transfert de compétences à l'administrateur général de l'Administration de la Famille et de l'Aide sociale, modifié par les arrêtés ministériels des 14 février 1990, 31 août 1990 et 2 décembre 1991 et par l'arrêté de l'Exécutif flamand du 30 janvier 1993;

2° l'article 3, 1° et 2° de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 30 janvier 1993 fixant les règles relatives à la gestion et au fonctionnement du « Fonds Bijzondere Jeugdbijstand »;

3° l'arrêté ministériel du 2 octobre 1992 relatif à la délégation de compétences à l'administrateur général de l'Administration de la Famille et de l'Aide sociale en matière d'octroi de subventions;

4° l'arrêté ministériel du 8 février 1993 relatif à la délégation de compétences à l'administrateur général de l'Administration de la Famille et de l'Aide sociale en matière d'octroi de subventions;

5° l'arrêté ministériel du 23 mars 1993 relatif à la délégation de compétences à l'administrateur général de l'Administration de la Famille et de l'Aide sociale en matière d'octroi de subventions.

Art. 21. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 5 octobre 1993.

Le Ministre flamand des Finances et du Budget, des Etablissements de Santé,
de l'Aide sociale et de la Famille,

Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 94 — 387

[Mac — 29561]

25 OCTOBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements d'enseignement moyen ou d'enseignement normal officiels subventionnés

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 29 mai 1959, modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, modifiée par la loi du 29 juillet 1961, la loi du 27 juin 1962, la loi du 17 mars 1965, la loi du 18 janvier 1966, la loi du 20 février 1970, la loi du 2 juin 1970, la loi du 6 juillet 1970, la loi du 25 mai 1971, la loi du 26 mai 1972, la loi du 11 juillet 1973, la loi du 17 janvier 1974, la loi du 10 décembre 1974, la loi du 14 juillet 1975, la loi du 8 juillet 1976, la loi du 18 février 1977, la loi du 19 août 1977, la loi du 22 décembre 1977, la loi du 20 février 1978, la loi du 5 août 1978, la loi du 9 avril 1980, la loi du 8 août 1980, la loi du 18 septembre 1981, l'arrêté royal n° 47 du 10 juin 1982, l'arrêté royal n° 62 du 20 juillet 1982, l'arrêté royal n° 154 du

30 décembre 1982, la loi du 29 juin 1983, la loi du 17 juin 1984, la loi du 1er août 1985, la loi du 4 août 1986, l'arrêté royal n° 411 du 25 avril 1986, l'arrêté royal n° 413 du 29 avril 1986, l'arrêté royal n° 438 du 11 août 1986, l'arrêté royal n° 439 du 11 août 1986, l'arrêté royal n° 447 du 20 août 1986, l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986, l'arrêté royal n° 459 du 10 septembre 1986, l'arrêté royal n° 460 du 17 septembre 1986, l'arrêté royal n° 462 du 17 septembre 1986, l'arrêté royal n° 505 du 31 décembre 1986, la loi du 30 juillet 1987, la loi du 7 novembre 1987, la loi du 1er août 1988, le décret du 31 mai 1989, le décret du 5 février 1990, le décret du 12 juillet 1990, le décret du 16 avril 1991, le décret du 19 juillet 1991, le décret du 20 juillet 1991, le décret du 26 juin 1992;

Vu l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements d'enseignement moyen ou d'enseignement normal officiels subventionnés, modifié par l'arrêté royal du 4 août 1975, les arrêtés royaux du 17 septembre 1976, l'arrêté de l'Exécutif du 16 février 1990, l'arrêté de l'Exécutif du 21 juin 1990 et l'arrêté de l'Exécutif du 24 août 1992;

Vu le protocole du 4 mai 1993 du Comité des services publics provinciaux et locaux — Section II;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 mars 1993;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Education,

Arrête :

CHAPITRE I. — Régime organique

Article 1er. L'article 11, B, 1°, de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements d'enseignement moyen ou d'enseignement normal officiels subventionnés, modifié par l'arrêté royal du 4 août 1975, les arrêtés royaux du 17 septembre 1976, l'arrêté de l'Exécutif du 16 février 1990, l'arrêté de l'Exécutif du 21 juin 1990, l'arrêté de l'Exécutif du 24 août 1992, est remplacé par la disposition suivante :

"(B. Enseignement secondaire inférieur)

1° Dispensé dans les établissements d'enseignement moyen du degré supérieur :

1. Professeur de cours généraux

Groupe A

AESS pour les cours généraux

(Echelle
du porteur T/E

2. Professeur de langues anciennes

Groupe A

a) AESS (philosophie et lettres — tous les groupes, sauf la philologie germanique)

de l'AESS (TR)

Groupe B

b) licencié (philologie classique ou romane ou histoire)

de l'AESS (TR)
— biennale de l'AESI
(cours généraux)

c) AESI (section langue maternelle-histoire)

3. Professeur de morale

Groupe A

a) AESS (sciences morales) délivré par un établissement non-confessionnel par priorité

du porteur T/E

b) AESS (autres groupes) délivré par un établissement non-confessionnel, dont le porteur a, si possible, suivi le cours de morale

du porteur T/E

Groupe B

c) licencié (sciences morales) délivré par un établissement non-confessionnel par priorité

du porteur T/E

d) licencié (autres groupes) délivré par un établissement non-confessionnel dont le porteur a, si possible, suivi le cours de morale

du porteur T/E

4. Professeur de religion catholique

Groupe B

a) diplôme d'instituteur primaire

de l'instituteur primaire
de l'instituteur primaire

b) certificat de diplômé de l'enseignement de la religion dans le degré inférieur

5. Professeur de cours spéciaux (éducation physique, jeux et sports)

Groupe A

- | | |
|--|----------------|
| a) AESS (éducation physique) | du porteur T/E |
| b) AESI (section éducation physique-biologie) | de l'AESI (TR) |
| c) diplôme d'école technique supérieure du 1er degré (section éducation physique ou éducation de l'enfance) complété par le certificat de CNTM ou le CAP | de l'AESI (TR) |
| d) AESI complété par le diplôme de capacité (arrêté ministériel du 31 mars 1939) | — biennale |
| e) AESI complété par le diplôme ou certificat de professeur d'éducation physique (arrêté ministériel du 8 mars 1945) | de l'AESI (TR) |
| f) diplôme de capacité (arrêté ministériel du 31 mars 1939) | — biennale |
| g) diplôme ou certificat de professeur d'éducation physique (arrêté ministériel du 8 mars 1945) | de l'AESI (TR) |

Groupe B

- | | |
|---|----------------|
| h) licencié (éducation physique) | du porteur T/E |
| i) candidat (éducation physique) | du porteur T/E |
| j) diplôme d'école technique supérieure du 1er degré (section éducation physique ou éducation de l'enfance) | du porteur T/E |
| k) diplôme de l'enseignement technique secondaire supérieur (section éducation physique) | du porteur T/E |
| l) gradué en kinésithérapie | du porteur T/E |
| m) AESS (autres groupes que éducation physique) | du porteur T/E |
| n) licencié (autres groupes) | du porteur T/E |
| o) AESI (autres groupes) | du porteur T/E |

6. Professeur de cours spéciaux (dessin, éducation plastique)

Groupe A

- | | |
|---|----------------|
| a) AESI (section arts décoratifs ou section dessin-travaux manuels ou dessin professionnel) | de l'AESI (TR) |
| b) AESI (spécialité coupe et couture ou habillement ou coupe et confection ou modéliste ou coupe et lingerie ou modes) ou régente d'ouvrages manuels | de l'AESI (TR) |
| c) diplôme de capacité pour l'enseignement du dessin (arrêté royal du 28 avril 1939; arrêté royal du 25 septembre 1973) | du porteur T/E |
| d) diplôme ou certificat de capacité pour l'enseignement du dessin (arrêté ministériel du 8 mars 1945) | du porteur T/E |
| e) architecte complété par le certificat de CNTM ou le CAP | de l'AESI (TR) |
| f) diplôme de l'enseignement technique supérieur du 1er degré (section arts plastiques ou arts décoratifs ou architecture d'intérieur) complété par le certificat de CNTM ou le CAP | du porteur T/E |
| g) diplôme de l'enseignement supérieur artistique ou artistique supérieur, complété par le certificat de CNTM ou le CAP | de l'AESI (TR) |

Groupe B

- | | |
|--|----------------|
| h) architecte | de l'AESI (TR) |
| i) diplôme de l'enseignement technique supérieur du 1er degré (section arts plastiques ou arts décoratifs ou architecture d'intérieur) | du porteur T/E |
| j) diplôme de l'enseignement supérieur artistique ou artistique supérieur | du porteur T/E |
| k) AESI (autres sections) | du porteur T/E |
| l) AESS ou licencié | du porteur T/E |

7. Professeur de cours spéciaux (musique, éducation musicale)

Groupe A

- | | |
|---|-----------------|
| a) diplôme de capacité pour l'enseignement de la musique (arrêté royal du 10 octobre 1938 2 ^e degré; arrêté royal du 25 septembre 1973 secondaire inférieur) | du porteur TR/E |
| b) AESI (section éducation musicale) de l'Institut Lemmens ou diplôme de pédagogie musicale de l'IMS à Namur | du porteur TR/E |
| c) lauréat de l'Institut Lemmens | du porteur TR/E |
| d) 1er prix de conservatoire royal | du porteur T/E |
| e) diplôme ou certificat de capacité pour l'enseignement de la musique (arrêté ministériel du 8 mars 1945) | du porteur T/E |
| f) licencié ou candidat en histoire de l'art et archéologie (groupe musicologie) | du porteur T/E |

Groupe B

- g) prix d'excellence d'un conservatoire communal ou d'une académie de musique de 1ère catégorie du porteur T/E
 h) AESS du porteur T/E
 i) licencié (autre qu'en f) du porteur T/E
 j) AESI (autres sections) du porteur T/E

8. Professeur de cours spéciaux (sténodactylographie)

Groupe A

- a) diplôme de professeur de sténographie et de dactylographie délivré par le jury institué par le Gouvernement du porteur T/E
 b) diplôme d'école ou de cours techniques supérieurs du 1er degré (sections secrétariat ou commerce ou distribution) complété par le certificat de CNTM ou par le CAP ou par le diplôme d'instituteur primaire ou AESI du porteur TR/E
 c) diplôme d'école ou de cours techniques secondaires supérieurs (sections secrétariat ou commerce) complété par trois années d'expérience utile et par le certificat de CNTM ou par le CAP ou par un diplôme d'instituteur primaire ou d'AESI du porteur TR/E

Groupe B

- d) diplôme d'école ou de cours techniques supérieurs du 1er degré (sections secrétariat ou commerce ou distribution) du porteur T/E
 e) diplôme d'école ou de cours techniques secondaires supérieurs (sections secrétariat ou commerce) complété par trois années d'expérience utile du porteur T/E
 f) AESS ou licencié ou AESI du porteur T/E

9. Professeur de cours spéciaux (travaux manuels, éducation plastique)

Groupe A

- a) AESI (sections arts décoratifs ou dessin-travaux manuels ou dessin professionnel) de l'AESI (TR)
 b) diplôme de l'enseignement technique supérieur du 1er degré (sections arts plastiques ou arts décoratifs ou architecture d'intérieur) complété par le certificat de CNTM ou le CAP de l'AESI (TR)
 c) diplôme d'enseignement artistique supérieur ou supérieur artistique, complété par le certificat de CNTM ou le CAP de l'AESI (TR)
 d) diplôme de capacité (arrêté royal du 29 mars 1951) ou diplôme ou certificat de capacité pour l'enseignement des travaux manuels (arrêté ministériel du 8 mars 1945) du porteur T/E

Groupe B

- e) diplôme de l'enseignement technique supérieur du 1er degré (sections arts plastiques ou arts décoratifs ou architecture d'intérieur) du porteur T/E
 f) diplôme de l'enseignement artistique supérieur ou supérieur artistique du porteur T/E
 g) AESI (autres sections) du porteur T/E
 h) AESS du porteur T/E
 i) licencié du porteur T/E

10. Professeur de cours techniques et de pratique professionnelle (spécialité coupe et couture)

Groupe A

- a) AESI (coupe et confection, modéliste, coupe et lingerie, modes) de l'AESI (TR)
 b) diplôme d'école ou de cours techniques secondaires supérieurs (coupe et couture ou habillement) complété par trois années d'expérience utile et par le certificat de CNTM ou par le CAP du porteur TR/E

Groupe B

- c) diplôme d'école ou de cours techniques secondaires supérieurs (coupe et couture ou habillement) complété par trois années d'expérience utile du porteur TR/E
 — biennale
 d) AESI (économie ménagère ou économie ménagère agricole ou économie familiale et sociale) ou diplôme de régente en économie ménagère (arrêté royal du 20 décembre 1932) du porteur TR/E
 — biennale

11. Professeur de cours techniques et de pratique professionnelle (spécialité économie domestique)

Groupe A

a) diplôme d'école ou de cours techniques secondaires supérieurs (économie ménagère ou économie ménagère agricole ou technique sociale) complété par trois années d'expérience utile et par le certificat de CNTM ou le CAP du porteur TR/E

Groupe B

b) diplôme d'école ou de cours techniques secondaires supérieurs économie domestique ou économie domestique agricole ou technique sociale) complété par trois années d'expérience utile du porteur TR/E
— biennale

c) AESI (coupe et couture ou habillement ou coupe et confection ou modéliste ou coupe et lingerie ou modes) du porteur TR/E
— biennale "

Art. 2. L'article 11, D, b, de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 précité est complété par l'alinéa suivant :

"Toutefois, par application de cette disposition, il ne peut être accordé en régime organique au degré inférieur d'un établissement d'enseignement secondaire général du degré supérieur, d'échelle de traitement plus élevée que l'échelle accordée à l'AESI porteur du titre requis dans l'enseignement secondaire inférieur."

CHAPITRE II. — Régime transitoire

Art. 3. Les membres du personnel nommés définitivement au degré inférieur d'un établissement d'enseignement secondaire général du degré supérieur ou assimilés aux membres nommés définitivement, au plus tard, à la date du 31 juillet 1989, continuent à bénéficier des dispositions qui leur étaient applicables avant le 1er août 1989.

Art. 4. Les membres du personnel temporaire qui comptent à la date du 30 juin 1989 une ancienneté de service de 240 jours au-delà du seuil d'âge de 24 ans continuent à bénéficier des dispositions qui leur étaient applicables avant le 1er août 1989.

Cette ancienneté de service, calculée conformément aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté royal du 27 juillet 1976 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement subventionné, doit avoir été acquise pendant les années scolaires 1987/1988 et/ou 1988/1989.

Ce régime transitoire ne leur est toutefois définitivement acquis qu'à la condition qu'ils soient nommés définitivement, au plus tard, le 1er septembre 1991.

Art. 5. Les membres du personnel temporaire en fonction avant le 1er juillet 1989 et qui, en raison d'un congé de maternité, d'un congé d'allaitement, d'un appel au service militaire ou à un service en tenant lieu, d'un report d'aptitude physique n'ont pu totaliser une ancienneté de service de 240 jours au-delà du seuil d'âge de 24 ans à la date du 30 juin 1989 continuent à bénéficier des dispositions qui leur étaient applicables avant le 1er août 1989.

Ce régime transitoire ne leur est toutefois définitivement acquis qu'à la condition qu'ils soient nommés définitivement, au plus tard, le 1er janvier 1992.

Art. 6. Les avantages liés au régime transitoire ne sont pas limités au volume des prestations dont les membres du personnel étaient chargés au degré inférieur le 30 juin 1989, du moins, lorsqu'ils n'étaient pas titulaires d'une fonction à prestations complètes au sens de l'article 4 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique.

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le 1er août 1989.

Art. 8. Le Ministre ayant le statut du personnel de l'enseignement officiel subventionné dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 octobre 1993.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Éducation,

E. DI RUPO

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 94 — 387

[Mac — 29561]

25 OKTOBER 1993. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs georganiseerd in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor middelbaar onderwijs en in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor normaalonderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, gewijzigd bij de wetten van 29 juli 1961, 27 juni 1962, 17 maart 1965, 20 februari 1970, 2 juni 1970, 6 juli 1970, 25 mei 1971, 26 mei 1972, 11 juli 1973, 17 januari 1974, 10 december 1974, 14 juli 1975, 1 augustus 1977, 20 februari 1978, 5 augustus 1978, 9 april 1980, 18 september 1981, bij de koninklijke besluiten nr. 47 d.d. 10 juni 1982 en nr. 154 d.d. 30 december 1982 bij de wetten d.d. 29 juni 1983, 17 juni 1984, 1 augustus 1985 en 4 augustus 1986, bij de koninklijke besluiten nr. 411 d.d. 25 april 1986, nr. 413 d.d. 29 april 1986, nrs. 438 en 439 d.d. 11 augustus 1986, nr. 442 d.d. 20 augustus 1986, nrs. 456 en 459 d.d. 10 september 1986, nrs. 460 en 462 d.d. 1 september 1985, nr. 505 d.d. 31 december 1986, de wetten van 30 juli en 7 november 1987, de wet van 1 augustus 1988, de decreten van 31 mei 1989, 5 februari en 12 juli 1990, 16 april, 19 juli en 20 juli 1991, 26 juni 1992;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs georganiseerd in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor middelbaar onderwijs en in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor normaalonderwijs, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 augustus 1975, de koninklijke besluiten van 17 september 1976, de besluiten van de Executieve d.d. 16 februari en 21 juni 1990, 24 augustus 1992;

Gelet op het protocol d.d. 4 mei 1993 van het comité voor provinciale en plaatselijke overheidsdiensten — afdeling II;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 26 maart 1993;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Organieke regeling*

Artikel 1. Artikel 11, B, 1° van voormeld koninklijk besluit van 30 juli 1975, zoals gewijzigd, wordt vervangen als volgt :

"(B. Lager secundair onderwijs

1° In inrichtingen voor hoger middelbaar onderwijs

"1. Leraar algemene vakken

GHSO algemene vakken	Groep A	Schaal houder B/S
2. Leraar oude talen		
a) GHSO (letteren en wijsbegeerte — alle groepen, met uitzondering van de Germaanse filologie)	Groep A	GHSO (VB)
b) licentiaat (klassieke of Romaanse filologie of geschiedenis)	Groep B	GHSO (VB)-TV
c) GLSO (afdeling moedertaal — geschiedenis)		GLSO (algemene vakken)
2. Leraar zedenleer		
a) licentiaat (moraalwetenschappen) uitgereikt door een niet-confessionele inrichting bij voorrang	Groep A	houder B/S
b) GHSO (andere groepen) uitgereikt door een niet-confessionele inrichting, waarvan de houder, zo mogelijk, de cursus zedenleer heeft gevolgd		houder B/S

Groep B

- c) licentiaat (moraalwetenschappen) houder B/S
 uitgereikt door een niet-confessionele inrichting bij voorrang
- d) licentiaat (andere groepen) uitgereikt door een niet-confessionele
 inrichting, waarvan de houder, zo mogelijk, de cursus zedenleer heeft
 gevolgd houder B/S
4. Leraar katholieke godsdienst

Groep A

- a) diploma van onderwijzer onderwijzer
- b) getuigschrift van gediplomeerde voor het godsdienstonderwijs in de
 lagere graad onderwijzer
5. Leraar bijzondere vakken (lichamelijke opvoeding, spel en sport)

Groep A

- a) GHSO (lichamelijke opvoeding) houder B/S
- b) GLSO (afdeling lichamelijke opvoeding - biologie) GLSO (VB)
- c) diploma van een hogere technische school van de 1e graad (afdeling
 lichamelijke opvoeding of jeugdzorg) aangevuld met het GMTN of het
 GPB GHSO (VB)-TV
- d) GLSO aangevuld met het bekwaamheidsdiploma (ministerieel besluit
 van 31 maart 1939) GLSO (VB)-TV
- e) GLSO aangevuld met het diploma of getuigschrift tot het geven
 van onderwijs in de lichamelijke opvoeding (ministerieel besluit
 van 8 maart 1945) GLSO (VB)-TV
- f) bekwaamheidsdiploma (ministerieel besluit van 31 maart 1939) houder B/S
- g) diploma of getuigschrift tot het geven van onderwijs in de
 lichamelijke opvoeding (ministerieel besluit van 8 maart 1945) houder B/S

Groep B

- h) licentiaat (lichamelijke opvoeding) houder B/S
- i) kandidaat (lichamelijke opvoeding) houder B/S
- j) diploma van een hogere technische school van de 1e graad (afdeling
 lichamelijke opvoeding of jeugdzorg) houder B/S
- k) diploma van het hoger secundair technisch onderwijs (afdeling
 lichamelijke opvoeding) houder B/S
- l) gegradueerde in de kinesitherapie houder B/S
- m) GHSO (andere groepen dan lichamelijke opvoeding) houder B/S
- n) licentiaat (andere groepen) houder B/S
- o) GLSO (andere afdelingen) houder B/S
6. Leraar bijzondere vakken (tekenen, plastische opvoeding)

Groep A

- a) GLSO (afdeling sierkunsten of afdeling tekenen-handenarbeid of vak-
 tekenen) GLSO (VB)
- b) GLSO (specialiteit snit en naad of kleding of snit en confectie of
 modelmaakster of snit en lingerie of modes) of regentes nuttige
 handwerken houder B/S
- c) bekwaamheidsdiploma tot het geven van onderwijs in het tekenen
 (koninklijk besluit van 28 april 1939; koninklijk besluit van 25 septem-
 ber 1973) houder B/S
- d) bekwaamheidsdiploma of getuigschrift tot het geven van onderwijs in
 het tekenen (ministerieel besluit van 8 maart 1945) houder B/S
- e) architect aangevuld met het GMTN of het GPB GLSO (VB)
- f) diploma van het hoger technisch onderwijs van de 1e graad
 (afdelingen plastische kunsten of sierkunsten of binnenhuisarchitectuur)
 aangevuld met het GMTN of het GPB houder B/S
- g) diploma van het hoger kunstonderwijs of van het artistiek hoger
 onderwijs, aangevuld met het GMTN of het GPB GLSO (VB)

Groep B

- h) architect GLSO (VB)
 houder B/S
- i) diploma van het hoger technisch onderwijs van de 1e graad (afdelingen plastische kunsten of sierkunsten of binnenhuisarchitectuur) houder B/S
- i) diploma van het hoger kunstonderwijs of het artistiek hoger onderwijs houder B/S
- k) GLSO (andere afdelingen) houder B/S
- l) GHSO of licentiaat houder B/S
7. Leraar bijzondere vakken (muziek, muzikale opvoeding)

Groep A

- a) bekwaamheidsdiploma voor het onderwijs in de muziek (koninklijk besluit van 10 oktober 1938, 2e graad; koninklijk besluit van 25 september 1973, lager secundair) houder B/S
- b) GLSO (afdeling muzikale opvoeding) van het Lemmeninstituut of diploma muziekpedagogie van het I.M.S te Namen houder VB/S
- c) laureaat van het Lemmeninstituut houder VB/S
- d) 1ste prijs van een koninklijk conservatorium houder B/S
- e) bekwaamheidsdiploma of getuigschrift tot het geven van onderwijs in de muziek (ministerieel besluit van 8 maart 1945) houder B/S
- f) licentiaat of kandidaat in kunstgeschiedenis en oudheidkunde, groep muziekwetenschap houder B/S

Groep B

- g) prijs van uitmuntendheid van een gemeentelijk conservatorium of van een muziekacademie van de 1ste categorie houder B/S
- h) GHSO houder B/S
- i) licentiaat (ander dan f) houder B/S
- j) GLSO (andere afdelingen) ouder B/S
8. Leraar bijzondere vakken (steno-dactylografie)
- a) diploma van leraar in de stenografie en dactylografie, uitgereikt door de door de regering ingestelde examencommissie houder B/S
- b) diploma van een hogere technische school of leergang van de 1e graad (afdelingen secretariaat of handel of distributie) aangevuld met het GMTN of het GPB of met het diploma lager onderwijzer of van GLSO houder VB/S
- c) diploma van een hogere secundaire technische school of leergang (afdelingen secretariaat of handel) aangevuld met drie jaar nuttige ervaring en met het GMTN of het GPB of het diploma van onderwijzer of van GLSO houder VB/S

Groep B

- d) diploma van een hogere technische school of leergang van de 1e graad (afdelingen secretariaat of handel of distributie) houder B/S
- e) diploma van een hogere secundaire technische school of leergang (afdelingen secretariaat of handel) aangevuld met drie jaar nuttige ervaring) houder B/S
- f) GHSO of licentiaat of GLSO. houder B/S
9. Leraar bijzondere vakken (handenarbeid, plastische opvoeding)

Groep A

- a) GLSO (afdelingen sierkunsten of tekenen-handenarbeid of vak-tekenen) GLSO (VB)
- b) diploma van het hoger technisch onderwijs van de 1e graad (afdelingen plastische kunsten of sierkunsten of binnenhuisarchitectuur) aangevuld met het GMTN of het GPB GLSO (VB)
- c) diploma van het hoger kunstonderwijs of het artistiek hoger onderwijs aangevuld met het GMTN of het GPB GLSO (VB)
- d) bekwaamheidsdiploma (koninklijk besluit van 29 maart 1951) of bekwaamheidsdiploma of getuigschrift tot het geven van onderwijs in de handenarbeid (ministerieel besluit van 8 maart 1945) houder B/S

Groep B

- e) diploma van het hoger technisch onderwijs van de 1e graad (afdelingen plastische kunsten of sierkunsten of binnenhuisarchitectuur) houder B/S
- f) diploma van het hoger kunstonderwijs of het artistiek hoger onderwijs houder B/S
- g) GLSO (andere afdelingen) houder B/S
- h) GHSO houder B/S
- i) licentiaat houder B/S
10. Leraar technische vakken en beroepspraktijk (specialiteit snit en naad)

Groep A

- a) GLSO (snit en confectie of modelmaakster of snit en lingerie of mode) GLSO (VB)
- b) diploma van een hogere secundaire technische school of leergang (snit en naad of kleding) aangevuld met drie jaar nuttige ervaring en met het GMTN of het GPB houder VB/S

Groep B

- c) diploma van hogere secundaire technische school of leergang (snit en naad of kleding) aangevuld met drie jaar nuttige ervaring) houder VB/S-TV
- d) GLSO (huishoudkunde of landbouwhuishoudkunde of familiale en sociale economie) of het diploma van regentes huishoudkunde (koninklijk besluit van 20 december 1932) houder VB/S-TV
11. Leraar technische vakken en beroepspraktijk (specialiteit huishoudkunde)

Groep A

- a) diploma van hogere secundaire technische school of leergang (huishoudkunde of landbouwhuishoudkunde of sociaal-technische) aangevuld met drie jaar nuttige ervaring en met het GMTN of het GPB houder VB/S

Groep B

- b) diploma van hogere secundaire technische school of leergang (huishoudkunde of landbouwhuishoudkunde of sociaal-technische) aangevuld met drie jaar nuttige ervaring ouder VB/S-TV
- c) GLSO (snit en naad of kleding of snit en confectie of modelmaakster of snit en lingerie of mode) houder VB/S-TV "

Art. 2. Artikel 11, D, b, van hetzelfde koninklijk besluit wordt aangevuld als volgt :

"Ingevolge deze bepaling kan echter in de organieke regeling, in de lagere graad van een inrichting voor hoger secundair algemeen onderwijs geen hogere weddeschaal worden toegekend dan die van GLSO houder van het vereist bekwaamheidsbewijs voor het lager secundair onderwijs".

HOOFDSTUK II. — *Overgangsregeling*

Art. 3. Personeelsleden vast benoemd in de lagere graad van een inrichting voor hoger secundair algemeen onderwijs of gelijkgesteld met de vastbenoemden, uiterlijk op 31 juli 1989, blijven het voordeel genieten van de bepalingen die vóór 1 augustus 1989 op hen toepasselijk waren.

Art. 4. Tijdelijke personeelsleden met, op 30 juni 1989, 240 dagen dienstanciënniteit vanaf de leeftijd van 24 jaar, blijven het voordeel genieten van de bepalingen die vóór 1 augustus 1989 op hen toepasselijk waren.

Bedoelde anciënniteit, berekend overeenkomstig artikel 5 van het koninklijk besluit van 27 juli 1976 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtweddetoelage in het gesubsidieerd onderwijs, moet verworven zijn in de schooljaren 1987/88 en/of 1988/89.

Die overgangsregeling is voor hen alleen definitief als zij uiterlijk op 1 september 1991 vast benoemd waren.

Art. 5. Tijdelijken die vóór 1 juli 1989 in dienst waren en wegens bevallings- of borstvoedingsverlof, oproeping tot de legerdienst of de dienst die hem vervangt, uitstel van lichamelijke geschiktheid, geen 240 dagen dienstanciënniteit na 24 jaar konden verwerven op 30 juni 1989, blijven het voordeel genieten van de bepalingen die vóór 1 augustus 1989 op hen toepasselijk waren.

Die overgangsregeling is voor hen alleen definitief als zij uiterlijk op 1 januari 1992 vast benoemd waren.

Art. 6. Het voordeel van de overgangsregeling is niet beperkt tot de omvang van de prestaties waarmee de personeelsleden op 30 juni 1989 in de lagere graad belast waren, althans wanneer zij geen titularis waren van een voltijds ambt bedoeld in artikel 4 van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling voor het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 7. Dit besluit heeft uitwerking op 1 augustus 1989.

Art. 8. De Minister tot wiens bevoegdheid het statuut der personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 oktober 1993.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs,

E. DI RUPO

F. 94 — 388

[S-C — 29562]

25 OCTOBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 14 avril 1964 déterminant les modalités de fixation des subventions-traitements aux membres du personnel des établissements officiels subventionnés d'enseignement moyen et normal, porteurs de titres de capacité jugés suffisants

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 29 mai 1959, modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, modifiée par la loi du 29 juillet 1961, la loi du 27 juin 1962, la loi du 17 mars 1965, la loi du 18 janvier 1966, la loi du 20 février 1970, la loi du 2 juin 1970, la loi du 6 juillet 1970, la loi du 25 mai 1971, la loi du 26 mai 1972, la loi du 11 juillet 1973, la loi du 17 janvier 1974, la loi du 10 décembre 1974, la loi du 14 juillet 1975, la loi du 8 juillet 1976, la loi du 18 février 1977, la loi du 19 août 1977, la loi du 22 décembre 1977, la loi du 20 février 1978, la loi du 5 août 1978, la loi du 9 avril 1980, la loi du 8 août 1980, la loi du 18 septembre 1981, l'arrêté royal n° 47 du 10 juin 1982, l'arrêté royal n° 62 du 20 juillet 1982, l'arrêté royal n° 154 du 30 décembre 1982, la loi du 29 juin 1983, la loi du 17 juin 1984, la loi du 1er août 1985, la loi du 4 août 1986, l'arrêté royal n° 411 du 25 avril 1986, l'arrêté royal n° 413 du 29 avril 1986, l'arrêté royal n° 438 du 11 août 1986, l'arrêté royal n° 439 du 11 août 1986, l'arrêté royal n° 447 du 20 août 1986, l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986, l'arrêté royal n° 459 du 10 septembre 1986, l'arrêté royal n° 460 du 17 septembre 1986, l'arrêté royal n° 462 du 17 septembre 1986, l'arrêté royal n° 505 du 31 décembre 1986, la loi du 30 juillet 1987, la loi du 7 novembre 1987, la loi du 1er août 1988, le décret du 31 mai 1989, le décret du 5 février 1990, le décret du 12 juillet 1990, le décret du 16 avril 1991, le décret du 19 juillet 1991, le décret du 20 juillet 1991, le décret du 26 juin 1992;

Vu l'arrêté royal du 14 avril 1964 déterminant les modalités de fixation des subventions-traitements aux membres du personnel des établissements officiels subventionnés d'enseignement moyen et normal, porteurs de titres de capacité jugés suffisants, notamment l'article 4, modifié par l'arrêté royal du 30 juillet 1975;

Vu le protocole du 4 mai 1993 du Comité des Services publics provinciaux et locaux — section II;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 avril 1993;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Education,

Arrête :

Article 1er. L'article 4 de l'arrêté royal du 14 avril 1964 déterminant les modalités de fixation des subventions-traitements aux membres du personnel des établissements officiels subventionnés d'enseignement moyen et normal, porteurs de titres de capacité jugés suffisants, modifié par l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements d'enseignement moyen ou d'enseignement normal officiels subventionnés, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 4. Les titres jugés suffisants fixés à l'article 3 sont classés dans le groupe B, à l'exception des titres suivants : le grade légal ou le diplôme scientifique de licencié, de pharmacien, de docteur, d'ingénieur civil ou d'ingénieur agronome, qui sont classés en groupe A.

Toutefois, au degré inférieur des établissements d'enseignement moyen du degré supérieur, les diplômes de licencié, de pharmacien, de docteur, d'ingénieur civil ou d'ingénieur agronome sont classés dans le groupe B.

Au degré inférieur des établissements d'enseignement moyen du degré supérieur, les diplômes d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur pour les cours généraux, autres que les titres requis, sont classés dans le groupe A. »

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1er août 1989.

Art. 3. Le Ministre ayant le statut du personnel de l'enseignement officiel subventionné dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 octobre 1993.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Education,

E. DI RUPO